



Janvier-février
2008

PROJET ACCOMPAGNEMENT

Québec-Guatemala

Revue de l'actualité

EDITORIAL

QUI ES-TU FEMME GUATÉMALTÈQUE, QUELS SONT TES DROITS LÀ-BAS?

Par Carlos Reyes*

* *Coordinateur pour le Guatemala au sein de la section canadienne francophone d'Amnistie internationale (www.amnistie.ca)*

Fais-tu partie de ces femmes qui ont vécu le génocide, le viol et toutes les atrocités du sanglant conflit armé¹? As-tu eu accès à la justice? As-tu dû quitter ton chez toi, ton village et ta terre, une fois brûlés et rasés de la carte; as-tu été chassée par les balles et le feu d'une armée sanguinaire...? As-tu dû, en compagnie de tes enfants, te réfugier et occuper² une minuscule partie d'une immense ferme dont le riche propriétaire avait depuis longtemps oublié l'existence? As-tu passé toute ta vie à labourer la terre, à chercher du bois et de l'eau pour nourrir ta famille, et es-tu par conséquent analphabète³ et incapable de parler l'espagnol?

As-tu eu la chance de réintégrer le marché du travail comme préposée dans un magasin, dans une fabrique ou dans une «maquila»? As-tu connu l'esclavage nouveau genre dont l'interdiction à la liberté d'association⁴, l'exploitation, l'intimidation, les insultes, les violences physiques et sexuelles, les licenciements abusifs, le harcèlement, la discrimination et les menaces⁵ font partie?

¹ Au Guatemala il y a eu la torture systématique et l'assassinat de 200 000 personnes, la grande majorité étant mayas, pendant une guerre civile de 36 ans qui s'est terminée en 1996. Rapport de la commission d'Éclaircissement Historique du Guatemala «Mémoires du silence» (1999)

² Selon le Rapport de la commission de droits de l'homme au Guatemala E/CN.4/1998/93 : Profitant à une petite élite guatémaltèque, les terres ont été confisquées sans égard aux titres fonciers ou à la propriété communale traditionnelle détenue par les autochtones qui forment la plus grande partie de la population. Aujourd'hui encore, 2 % de la population contrôlent 70 % des terres qui sont exploitées surtout en vue de l'exportation. Les statistiques révèlent que 96 % des producteurs agricoles ne cultivent que 20 % des terres, principalement pour l'agriculture de subsistance.

³ 36.7% de femmes guatémaltèques étaient analphabètes en 2005. Human Development Report 2007. United Nations Development Programme (UNPD)

⁴ Políticas laborales en Centroamérica, oportunidades o barreras al desarrollo?, Centro de investigaciones económicas nacionales (CIEN), Guatemala Ciudad, 2004

DANS CETTE REVUE

Éditorial- par Carlos Reyes	p.1
La fin des intouchables	p.3
Place à l'action	p.4
Entrevue avec Claudia Paz y Paz	p.5
Chronique du terrain	p.6
Nouvelles du Sud	p.8

Fais-tu partie des femmes qui sont restées à la maison (par choix ou par obligation) à élever les enfants? As-tu connu la violence intrafamiliale⁶ l'abus, l'abandon, l'humiliation, le manque d'accès aux services médicaux, à l'avortement et à la planification familiale⁷?

Fais-tu partie de celles qui ont osé devenir maîtresses de leur propre destin et ont exigé un changement politique, social, économique pour améliorer leur sort? As-tu manifesté tes désirs et besoins les plus légitimes, ton mécontentement; as-tu milité pour le respect de tes droits les plus fondamentaux? As-tu connu par la suite l'exclusion sociale, la discrimination, la violence sexuelle, la torture, la disparition forcée?

⁵Asociación Para El Avance De Las Ciencias Sociales En Guatemala (AVANCSO). "El Significado De La Maquila En Guatemala". Cuaderno de Investigación No. 10, Guatemala, February 1994; Clewer, Lorraine. January 2002. "Big Fish, Little Fish: The World Trade Organisation and Central American Maquila Workers". maquila@guaweb.net; Clewer, Lorraine. January 2001. "Concept Paper: The Maquila Project in Context" maquila@guaweb.net; Paz Antolin, Maria Jose. January 2002. Desviando La Maquila: Interrogantes Sobre el Desarrollo de la Maquila en Guatemala- Una Aproximación a los Conceptos de Valor Agregado y Paquete Completo. Serie: Hacia Estrategias Sindicales Frente a la Maquila No. 2. Impreso en Editorial Serviprensa S. A., Ciudad de Guatemala: Guatemala; Petersen, Kurt. The Maquiladora Revolution in Guatemala. Yale University Printing Press, 1992; Prensa Libre, Guatemala City, June 7, 2000; Prensa Libre, Guatemala City, February 19, 2001.

⁶ Les résultats d'un sondage mené par l'entreprise Vox Latina publiés le 17 sept. 2006, par le quotidien guatémaltèque *Prensa Libre*, ont révélé que seulement 17 % des femmes interrogées ont dit n'avoir jamais subi de mauvais traitements à leur

⁷ Le taux de fertilité / naissances par femme au Guatemala entre 1970-75 fût de 6.2 et de 4.6 entre 2000-05 fût; Le taux de femmes mariées (âgées de 15 à 49 ans) utilisant un système de contraception fût de 43% entre 1997 et 2005; Le taux d'accouchements, sous assistance médicale qualifiée fût de 41% pour la même période. Human Development Report 2007. United Nations Development Programme (UNPD)

Connais-tu quelqu'un qui fait partie des statistiques? Au moins 580 femmes ont été tuées en 2006, d'après les statistiques de la Police Nationale Civile (PNC). Selon le ministère public, 6 personnes ont été condamnées pour ce type d'homicides, qui étaient souvent accompagnés de violences sexuelles⁸. En 2005, la PNC aurait enregistré 665 morts violentes de femmes, une augmentation par rapport aux 527 morts violentes enregistrées en 2004, aux 383 enregistrées en 2003 et aux 163 enregistrées en 2002. En 2004, toujours selon la PNC, il y a eu au Guatemala 2264 cas de violence conjugale pour l'ensemble du pays⁹. Le procureur des droits de la personne du Guatemala, souligne que « jusqu'à 70% des meurtres de femmes et de filles commis au Guatemala ne font pas l'objet d'une enquête et dans 97% des cas, aucune arrestation n'est effectuée ».¹⁰

La violation systématique des droits (humains, économiques, sociaux et culturels) des femmes au Guatemala n'est pas une exagération hollywoodienne, c'est le terrible constat auquel la communauté internationale se doit de faire face devant l'impunité¹¹, la corruption, l'inaptitude, le désintérêt absolu et même la complicité des autorités guatémaltèques qui au travers de la PNC prétendent que la « majorité des meurtres de femmes sont attribuables à des repréailles, à la participation de la victime au trafic de stupéfiants ou à l'appartenance de la victime au crime organisé ».¹²

Pendant la guerre civile au Guatemala, la violence faite aux femmes s'était concentrée dans les zones rurales et au sein de la population indigène maya¹³; aujourd'hui, la violence à l'encontre des femmes est généralisée et s'attaque à toutes les strates sociales et économiques et dans toutes les régions du pays.

⁸ Rapport 2007. Amnistie Internationale «Guatemala»

⁹Amnesty International (AI). 18 juillet 2006. Guatemala: No Protection, No Justice

¹⁰Amnesty International (AI). 18 juillet 2006. Guatemala: No Protection, No Justice

¹¹ Rapport préliminaire du Représentant spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour la question des défenseurs des droits de l'homme. 20 février 2008: [...]«l'impunité atteindrait un taux de 98%, un niveau « alarmant », souligne la Représentante spéciale, qui met en cause la police et le Bureau du procureur général. La protection de la police est « sélective, inefficace et parfois elle représente même parfois un risque supplémentaire », car certains policiers pourraient être eux-mêmes compromis dans ces attaques.»

¹² Guatemala Human Rights Update (GHRU). 11 septembre 2006. « Representatives Urge Government to Act on Femicides ». (Resource Center of the Americas) http://www.americas.org/item_29399

¹³Rapport de la commission d'Éclaircissement Historique du Guatemala «Mémoires du silence» (1999)

¹⁴Mot reconnu par l'académie française et le seul a avoir force de loi, et ce, en vertu de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants de l'ONU.

Les femmes guatémaltèques ont peur de sortir dans la rue du simple fait... d'être femmes.

Sans aucun doute raisonnable il s'agit de haine contre la femme et leurs assassinats témoignent d'un véritable «fémicide¹⁴» !

Il est évident dans mon esprit, en tant que Guatémaltèque et à titre d'auteur, que ce manque de volonté politique de la part du gouvernement guatémaltèque pour arrêter une fois pour toutes les atrocités que vivent les femmes au Guatemala, n'est qu'une politique d'état bien orchestrée. Avec pour seul but d'anéantir cette forme de révolution féminine que vit le Guatemala et qui dérange énormément notre société très conservatrice, qui par ailleurs perçoit les agressions commises à l'égard des femmes comme «naturelles». Dans un pays submergé par la mondialisation, le facteur économique n'est pas à négliger, car qui dit plus de droits dit plus d'avantages sociaux donc main d'œuvre plus chère...et moins de profits. Dans un pays régi par le servilisme d'état envers les intérêts économiques de l'oligarchie et les intérêts internationaux présents dans le pays, (multinationales, compagnies minières, pétrolières, chimiques, pharmaceutiques, financières, etc.) il est tout à fait admissible d'aller à l'encontre des lois, des traités et des conventions internationales signées et ratifiées et ce, pour bénéficier d'intérêts économiques et au détriment des droits fondamentaux de toute la population.

Allô!... Femme guatémaltèque, est-ce que tu es encore là...? Si tu as peur de répondre, je voudrais que tu saches que tu n'es pas seule dans ta course et qu'il y a de l'espoir!

LA FIN DES INTOUCHABLES?

Par Annie Pelletier



Plusieurs organisations de femmes étaient présentes à Santa Cruz del Quiché pour manifester leur soutien à Juana Mendez et exiger la dignité pour les femmes privées de liberté

À l'arrière de la salle d'audience, plusieurs personnes se présentent les unes sur les autres et tendent l'oreille. Il n'y a pas assez de places assises

pour contenir tous les gens venus assister au

procès d'Antonio Rutilio Matias López, ex-agent de la Police Nationale Civile (PNC) accusé d'abus de pouvoir et de violation sexuelle contre Juana Mendez Rodriguez. Ce procès, couvert par plusieurs médias nationaux, est d'une importance capitale, non seulement pour celle que tout le monde ici appelle simplement *Doña Juana*, mais aussi pour les membres de l'Institut d'Études Comparées en Sciences Pénales du Guatemala (ICCPG) qui ont mené depuis plus d'un an cette bataille risquée, avec l'appui et la présence de l'accompagnement international.

Les grandes fenêtres du tribunal filtrent difficilement le vacarme constant de la ville de Santa Cruz del Quiché, et celui plus discret mais bien présent des femmes membres d'organisations locales qui se sont déplacées pour démontrer leur soutien à Doña Juana.

¹⁵ Antonio Rutilio Matias López a été arrêté le 14 février 2006 et demeure en détention préventive depuis ce temps. Le second agent accusé dans le cas, Nery Osberto Aldana Rodríguez, a pris la fuite. En mai de 2006, les deux agents ont été destitués de leur fonction par le Tribunal Disciplinaire de la PNC qui les a déclarés responsables pour les abus commis contre Juana Mendez Rodriguez. Ce fut la première fois qu'une telle sentence était émise par cette cour de déontologie policière qui reconnaissait alors la violence sexuelle comme une forme de torture. Dans sa déclaration, Matias López maintient son innocence en soutenant qu'il n'était pas l'un de ces policiers qui ont abusé de Doña Juana, bien que cette dernière l'ait clairement identifié.

¹⁶ Instituto de Estudios Comparados en Ciencias Penales de Guatemala – ICCPG – *Crifras de impunidad del crimen policial contra mujeres*. Guatemala, 2005

À l'ouverture du procès, le 18 février dernier, elles étaient plus d'une centaine à manifester et à marcher autour du Tribunal, armées de pancartes rappelant que la violence sexuelle demeure la douloureuse réalité de bien des femmes au pays: « *Quand vous en violez une, vous nous violez toutes. C'est pour cela que nous sommes ensemble et que nous n'allons plus nous taire* », ou « *Doña Juana, sa vérité est notre vérité!* »

Juana est une femme maya d'origine k'ich'é, unilingue, aujourd'hui âgée de 46 ans. Elle est mariée, mère de 11 enfants, et vit dans des conditions de pauvreté dans une communauté de Uspantán, département du Quiché. À la fin décembre 2004, on l'arrête et l'accuse de complicité pour ne pas avoir dénoncé la présence d'une plantation de pavots près de chez elle – délit pour lequel elle sera plus tard absoute. D'abord emmenée à Chimaltenango, elle est transférée à Nebaj, Quiché, le 17 janvier 2005 pour donner sa première déclaration au juge. Mais le tribunal est fermé, et les policiers la garde au commissariat pour y passer la nuit.

Dans son témoignage, Doña Juana raconte dans les moindres détails, la voix entrecoupée par l'émotion, les attouchements répétés, les insultes et le viol dont elle a été victime cette nuit-là, alors que deux agents en état d'ébriété ont abusé d'elle, l'ont menacée et l'ont obligée à marcher nue devant les autres détenus, tous des hommes, et à se laver sous surveillance pour éliminer les traces de « leur saleté », telle qu'elle le décrit 3 ans plus tard devant les juges du tribunal.

Chaque fois qu'elle se réfère à la violation, sa main et son menton pointent nerveusement en direction de Matias López¹⁵, qui la fixe sans gêne depuis le banc des accusés. Juana termine sa déclaration avec une interrogation de première importance dans ce pays où la justice est une carence historique : n'existe-t-il pas de loi pour ce genre de choses?

Selon une étude menée par l'ICCPG¹⁶, 75% des femmes privées de liberté sont victimes d'abus et de violence sexuelle de la part d'agents de l'État lors de leur passage dans les établissements policiers et carcéraux du Guatemala. L'étude parle de la privation et du vol des objets personnels lors de l'incarcération, d'abus sexuels allant des attouchements aux propositions, aux insultes et au viol, d'examen corporels, de menaces, de torture et d'actes dégradants, inhumains ou cruels à l'intérieur des commissariats.

Même si plusieurs de ces abus sont dénoncés devant les autorités compétentes, la presque totalité des plaintes n'aboutit jamais au Ministère public, pas plus qu'à une enquête correspondante, encore moins à des processus judiciaires pouvant mener à des condamnations.

Devant cette perspective, la question de Doña Juana reste donc fondamentale. Car si les lois en vigueur et la Constitution politique du pays abondent en faveur du respect d'un cadre juridico-pénal bien défini, il reste que les pratiques sociales, policières et judiciaires sont toutes autres. L'article 8 de la Constitution stipule par exemple que la personne détenue doit être avisée de ses droits, et l'article 25 mentionne que les détenus ne doivent être physiquement examinés qu'avec justification et par des personnes du même sexe. Or, l'étude de l'ICCPG menée en 2005 démontrait que 99% des femmes détenues avaient été victimes d'abus et de violations de leurs droits fondamentaux, et que 62% de ces femmes interrogées avaient été examinées physiquement par des hommes. Pas surprenant que les experts qui se sont présentés au procès pour la violation sexuelle de Juana Mendez parlent d'une nécessaire dépuración de la PNC, d'une meilleure formation de ses agents, et qu'ils pressent l'État de garantir la protection des détenus et d'offrir des espaces séparés pour les femmes qui devraient idéalement être gardées par des femmes. Selon l'expertise présentée sur les questions de genre, la police nationale n'est finalement que le reflet d'un État « manqué », « centralisé » et « patriarcal » qui reproduit les patrons de discrimination, d'exclusion et de subordination de la femme au sein de la société.

À l'heure du premier procès pour violation sexuelle et abus d'autorité envers une femme privée de liberté, la tension reste grande pour Doña Juana et l'ICCPG. Juana ignore d'ailleurs tout des attaques dont les membres de l'Institut ont été victimes depuis les débuts de leur implication dans le cas, question de ne pas la préoccuper davantage. En avril 2007, l'ICCPG sollicitait la présence d'accompagnateurs internationaux après que plusieurs incidents (entrées par effraction, menaces, enlèvement et épisodes de surveillance des déplacements du personnel) soient survenus en l'espace de quelques semaines, preuve d'une solidarité policière certaine et de l'existence de réseaux clandestins au sein de la sécurité publique.

PLACE À L'ACTION!

À la rencontre de Carmen, membre du Mouvement paysan pour la justice Nueva Linda (voir aussi page 11)

En septembre 2003 « disparaît » Hector René Reyes Pérez, ancien administrateur de la ferme et membre du syndicat Mayas Sin Tierras ; cet enlèvement fut a priori perpétré par des éléments de la sécurité privée du propriétaire de l'époque. En octobre 2003, devant l'absence de volonté des autorités de mener une enquête exhaustive sur cette disparition, les proches d'Hector Reyes dont Carmen, entreprirent d'occuper la finca comme moyen de pression pour exiger justice. S'ensuivit, le 31 août 2004, l'éviction la plus violente de l'histoire récente du Guatemala. Cette expulsion s'est soldée par le massacre de 9 paysans et la mort de trois policiers, sans compter plus de 40 blessés. C'est suite à cet événement que le groupe a résolu de s'installer en permanence sur le bord de l'autoroute pour poursuivre ses revendications.

Le Mouvement paysan pour la justice Nueva Linda mène de front plusieurs processus judiciaires en lien avec la disparition d'Hector Reyes ; les menaces, intimidations et attaques contre le groupe se sont multipliées depuis 2003 dans un contexte d'impunité et de complicité des autorités régionales.

Mme Carmen témoignera de ces années de lutte dans le cadre d'une série de conférences organisées par le PAQG. Pour plus d'information, visitez www.paqg.org. Pour soutenir le Mouvement paysan pour la justice Nueva Linda, vous pouvez signer la pétition en ligne sur www.justicianuevalinda.org (en espagnol).

Références:

Coordination de l'Accompagnement International au Guatemala (CAIG), Informe de Observacion: Entre la Espada y la Pared: Defensoras/es de los Derechos Humanos en el Area Rural –Los casos de finca Nueva Linda y finca Nueva Florencia, 2006.

Le cas de Juana Mendez et la condamnation éventuelle de l'un de ses agresseurs pourraient créer un précédent juridique et ouvrir le chemin à d'autres demandes de justice, soit du passé ou du présent, liées à la violence sexuelle contre des femmes et perpétrées par des agents des forces de sécurité. Voilà de quoi inquiéter ceux qui se considèrent depuis trop longtemps comme les « intouchables ».

ENTREVUE AVEC CLAUDIA PAZ Y PAZ*

**Directrice de l'Institut d'Études Comparée en Sciences
Pénales du Guatemala – ICCPG*

PAQG : Que signifie pour l'ICCPG ce qui est maintenant connu comme « le cas Juana Mendez » ?

CPP : C'est très important. C'est l'opportunité d'accompagner une femme qui, pour diverses raisons, a eu la force et la volonté de dénoncer la violation sexuelle dont elle a été victime. Le fait qu'elle ait eu ce courage et que l'Institut ait pu l'appuyer, peut créer un précédent pour les cas futurs où un policier qui se trouverait dans cette situation y penserait à deux fois avant de commettre un acte semblable. Avec Juana Mendez, les policiers ont agi avec une impunité totale, en présence d'autres policiers et de détenus, et ils n'ont pas ressenti la moindre gêne.

Pour nous comme Institut, le cas est bien important aussi car c'est la première fois que nous accusons. Depuis sa création, l'ICCPG a toujours été plutôt académique... nous faisons de la recherche, proposons de nouvelles normes, donnons des formations. Les seuls cas que nous avons pris en charge par le passé étaient des cas de peine de mort où nous avons tenté de commuer la sentence en des peines d'emprisonnement. Ces cas, nous les avons gagnés, mais la situation était différente puisque nous étions à la défense, aux côtés de la défense publique pénale et devant la Cour Interaméricaine. Cette fois-ci, il s'agit d'un cas devant le système national, et ça représente pour nous un apprentissage de taille et une grande inspiration pour continuer à défendre des droits de la femme.

PAQG : C'est la première fois au pays qu'un cas d'abus sexuel contre une femme privée de liberté en arrive à un procès. Quel a été le travail fait par l'ICCPG pour parvenir jusque-là ?

CPP : Nous sommes partis d'une enquête qui avait été menée par une collègue auprès de femmes incarcérées. Cette recherche a ensuite servi de base pour offrir une formation pour sensibiliser les défenseurs publics à la situation des personnes détenues, et c'est grâce à cette formation que nous avons pu établir des liens avec des fonctionnaires de la défense publique et connaître le cas de Juana. Ensuite, il y a eu tout le travail avec les organisations de femmes, ce qui fait qu'aujourd'hui le cas Juana Mendez n'est plus seulement « le sien », ni celui de

l'ICCPG, mais celui de plusieurs femmes qui se sont jointes au processus.

L'autre chose qui a été très importante pendant tout le processus, ce fut le recours à des experts (légaux, médicaux, psychiatres...), car c'est là où nous avons compris quelles étaient les preuves les plus pertinentes, ce qu'on a bien fait, ou mal fait, etc. Ce fut un apprentissage pour nous mais aussi pour ces experts qui pourraient s'impliquer éventuellement dans d'autres cas pénaux pour viol. Au Mexique et au Costa Rica, l'utilisation de ce type d'expertise se fait depuis plusieurs années déjà, par exemple lorsqu'il s'agit de femmes privées de liberté pour avoir tué un agresseur et que l'expertise peut établir la présence d'une violence domestique antérieure au délit. Au Guatemala et dans ce cas précis, tout ceci est nouveau.

PAQG : En revanche, le cas de Juana Mendez ne représente rien de nouveau par rapport à la situation que vivent les femmes incarcérées au Guatemala...

CPP : Tout à fait. Le cas de Juana est un cas paradigmatique, parce qu'il parle qualitativement de ce que nos recherches nous ont permis de démontrer quantitativement, c'est-à-dire qu'il existe un patron de violence et de violations sexuelles très commun contre les femmes privées de liberté. Cela veut dire que n'importe quelle femme ayant à passer une nuit dans un commissariat ou dans une prison court ce risque. Avec le cas de Juana et tout ce qui s'est dénoncé jusqu'à maintenant, nous espérons que ce risque puisse diminuer.

PAQG : Dénoncer demeure le premier pas à franchir pour les femmes victimes de violence. Mais de manière générale, que peuvent-elles attendre du système judiciaire guatémaltèque ?

CPP : Il y a une énorme impunité. Entre 96 et 98% des cas demeurent impunis, et ici on ne parle que des cas qui sont dénoncés... Beaucoup d'abus ne sont jamais dénoncés, parce que les femmes savent que cela ne va rien changer, qu'on va les culpabiliser davantage, qu'elles peuvent subir le rejet de leur communauté, de leur famille, etc. Si on parle de Juana, on parle d'une femme autochtone kiché, non scolarisée, détenue et violée dans un commissariat de Nebaj, un endroit plutôt isolé... Le fait d'être ici au procès de l'un de ses agresseurs est certainement exceptionnel!

Les femmes privées de liberté représentent un groupe extrêmement vulnérable. Et parmi elles, celles qui sont les plus vulnérables sont sans doute les femmes mayas.

Elles souffrent de discrimination, y compris de la part des autres détenues, de la part des fonctionnaires et des agents de prison; elles n'ont pas accès à une traduction ni à une compréhension réelle de ce qui se passe avec leur dossier. Ici, les prisons sont un « no man's land », et personne ne se préoccupe vraiment de ce qui s'y vit.

PAQG : Beaucoup de fonctionnaires du système judiciaire justifient leur inaction par le manque de ressources de l'État. Quelle est votre opinion sur le sujet?

CPP : Oui c'est un État pauvre, et le système judiciaire fonctionne avec très peu de moyens, mais c'est surtout à cause du grand nombre de crimes. Prenons par exemple la Hollande, un pays qui a 16 millions d'habitants et 254 homicides par année. Au Guatemala, nous sommes 12 millions avec 6000 homicides annuels. Avec une situation pareille, n'importe quel système de justice s'effondre! Il n'y a pas de prévention, pas de contrôle sur le port d'arme, pas de capacité d'enquête... il y a tellement de manques que le système devient vite saturé. En plus, le peu de ressources disponibles est mal utilisé. Par exemple, ce sont des policiers originaires de Nebaj qui devraient être au commissariat de Nebaj, afin qu'ils puissent parler la même langue que les gens là-bas et avoir une certaine sensibilité culturelle. Autre exemple, les départements où il y a le plus de violations sexuelles et de morts violentes de femmes sont ceux où il y a moins de fonctionnaires – policiers, procureurs, enquêteurs. Cela ne fait pas beaucoup de sens.

PAQG : Devant cette perspective, le cas de Juana Mendez vous donne-t-il tout de même un peu d'espoir que les choses puissent changer?

CPP : Oui, même si le procès et tout le travail antérieur n'ont pas été faciles. Il y a eu des moments extrêmement difficiles, et vous de l'accompagnement international le savez très bien, puisque c'est là que vous nous avez grandement appuyés. Dans ces moments, celle qui nous a donné l'espoir et la force, c'est Juana, parce qu'elle a toujours voulu continuer. Puis de voir chaque fois plus d'organisations de femme appuyer ce cas et l'incorporer à leur lutte a été une autre source de motivation. Enfin, il faut signaler qu'il y a aussi des fonctionnaires de justice qui sont bons et qui accomplissent leur travail, alors tout n'est peut-être pas complètement perdu!

CHRONIQUE DU TERRAIN

Par Amélie Proulx, ancienne stagiaire internationale pour le PAQG

L'injustice à laquelle nous participons

Dimanche, 16 septembre 2007: 50 femmes de Chimalteango, Guatemala, sont mises à pied d'une maquila (une fabrique à « cheap labour »). Pourquoi ? Parce que la fabrique avait besoin d'une mise à pied. C'est facile, c'est simple, c'est tout. Quelles femmes choisissent-ils de mettre à la porte ? Celles qui sont membres d'associations ou d'organisations de femmes qui luttent pour les droits de la femme, bien entendu.

Cette histoire, je la connaissais déjà. Pour ceux que cela surprend, et bien sachez que ce n'est pas nouveau. C'est ce qui se passe tous les jours, dans tous les pays où les entreprises internationales s'installent (presque tous les pays d'Asie et d'Amérique latine) ; c'est-à-dire, partout d'où viennent les chaussures que nous chaussons, les vêtements que nous portons, le café, le chocolat, les fruits et légumes que nous consommons, les contenants en plastique que nous trouvons si pratiques, etc. (bref, tout ce que nous utilisons quotidiennement). Tout ça, fabriqué principalement par des femmes qui, généralement, travaillent entre 12 et 16 heures par jour, avec 30 minutes de pause pour dîner, sans pause-toilettes, dans un environnement parfois non hygiénique et où la possibilité de se faire mettre dehors, de ne pas se faire payer, ou de se faire menacer de mort hante, où l'on ne peut pas créer un syndicat ou même seulement exiger que ses droits soient respectés, parce que si on le fait, on se fait menacer, on se fait mettre dehors ou l'usine ferme pour ouvrir ailleurs avec des femmes qui, elles au moins, ne se plaindront pas.

Et pour quel salaire ? Pas le salaire minimum du Guatemala ($\pm 6,70\$$ par jour, peu importe le nombre d'heures travaillées), puisqu'il existe une loi sur la « flexibilité du travail » qui permet aux entreprises internationales venant s'installer au Guatemala (la situation est la même pour de nombreux autres pays) de payer leurs employés moins que le salaire minimum, de ne pas respecter toutes les lois environnementales ou autres, etc. Tout ça, afin d'attirer les capitaux étrangers.

À quoi ça sert ? À vous de me le dire... Ces femmes (et parfois hommes et enfants) ne gagnent pas du tout assez pour subvenir aux besoins de leur famille : parfois, elles doivent faire travailler leurs enfants, les empêchant d'aller à l'école. Les conséquences : le taux d'analphabétisme au Guatemala est un des plus élevés au monde, et les pauvres de ce pays sont pris dans un cercle vicieux duquel sans éducation, sans connaissances, ils ne peuvent pas sortir.

Et sans oublier le taux de malnutrition, aussi un des plus élevés au monde, qui est dû au fait qu'on ne puisse pas se payer une saine alimentation. Évidemment, cela ne s'applique pas à tous, et ces situations concernent surtout les gens de la campagne, des autochtones, victimes du racisme et de la discrimination (en tant que Canadiens, est-ce que ça vous sonne une cloche ?). Voilà un autre débat...

Bref, cette situation n'est pas nouvelle. Par contre, pour moi, cette fois-ci c'est différent.

La majorité de ces 50 femmes mises à pied sont des femmes avec lesquelles mon équipe et moi travaillons. Elles forment une association qui s'appelle "Mujeres con Valor Construyendo un Futuro Mejor" ("Femmes courageuses construisant un meilleur avenir") et luttent pour que le droit des femmes et les droits du travail de ces femmes soient respectés. Elles reçoivent des formations concernant leurs droits civils, pénaux et du travail, et partagent leurs connaissances avec d'autres femmes afin qu'elles soient conscientes de leurs droits, dont on tente souvent de cacher l'existence même (plusieurs femmes guatémaltèques ne savent même pas que le concept de droit s'applique à elles). On ne sait pas comment, mais les patrons de ces femmes ont su qu'elles participaient à cette association. Ils ont déjà mis des femmes dehors pour moins que ça, c'est sûr. Et leur dernier chèque de paie ? Ça dépend des femmes : pour certaines, on donne la moitié, pour d'autres, rien du tout. Les patrons prennent littéralement cet argent et se le mettent dans les poches, rappelant bien arrogamment aux femmes qu'elles ne peuvent rien y faire. Ce que je vous raconte, sachez que ce n'est pas une exagération, mais bien un témoignage des femmes elles-mêmes.

Que va-t-il leur arriver ? Les connaissant, elles vont se battre. Elles sont déjà allées déposer une plainte au Ministère de l'Emploi, qui a refusé de les accueillir parce qu'elles étaient trop nombreuses. Encore une fois le racisme et la discrimination ont ressurgi, d'autant plus venant de l'État. Elles y sont retournées et peu à peu, on les écoute.

Si elles ont la chance de se faire réellement servir, le temps de passer en cour, de négocier et que l'on prenne une décision, 4 années auront passé.

Et elles devront se trouver un autre moyen de subsistance. Mais qui voudrait employer une femme ? Une femme analphabète ? Les maquillas. Malheureusement, leurs noms sont désormais sur une Liste Noire que se passent, par solidarité, les différentes entreprises de maquillas, indiquant quelle femme participe à quelle association, donc représente un risque d'« employée-trouble », i.e. qui serait tentée de vouloir faire respecter ses droits (des droits respectés coûtent cher !). La vérité, c'est que je ne sais pas ce qui va leur arriver. Elles peuvent devenir des domestiques ou obtenir d'autres genres de travail où on les exploite de la même façon, dans le même système d'oppression : raciste et patriarcal.

Gloria Garcia, Cristina Garcia, Alcira Siquinajay, Nelly Alonzo, Noelia Serech, Ana Maria Mux Sanique, Yolanda Mejia, Rosa Lupita Marroquin, Sindy Dalote, Ortega Lopez, Irma Yolanda Lopez et Mirza Waleska Ortega sont quelques-unes de ces femmes qui ont été mises à pied.

Comment participons-nous à cette injustice ? Pourquoi sommes-nous responsables de la réalité de ces femmes ? Ouf... Une thèse de doctorat de quelques centaines de pages pourrait nous l'éclaircir, selon moi. Mais vivant au Guatemala depuis trois mois, j'ai réalisé de façon concrète une vérité bien triste, vérité dont j'avais déjà pris conscience, mais sans vouloir y croire : nous (je m'inclus donc là-dedans) faisons partie d'un énorme système – capitaliste – qui fait en sorte que nous avons toutes les commodités du monde, et que les autres, la majorité des habitants de cette planète, paient le prix. Parce que dans un système capitaliste, il doit absolument y avoir des pauvres pour qu'il y ait des riches, ça c'est certain.

On veut toujours payer moins cher pour les trucs qu'on achète, on veut absolument avoir du café de tel pays, du chocolat de tel autre, des bananes du troisième... Et ce ne sera jamais les entreprises qui paieront, sinon l'environnement et les employés.

Avec ce récit je n'essaie pas de vous faire vous sentir coupables. Mais je crois que c'est ma responsabilité de faire prendre conscience au plus grand nombre possible que OUI, nous faisons tous partie du système *que nous avons choisi*, nous provoquons la pauvreté, et nous sommes donc responsables. C'est important de le savoir.

Choisissez ce que vous voulez faire : oublier, parce que c'est plus facile, et faire semblant que ça n'existe pas. Ou... Des milliers de possibilités s'offrent à vous. Si cela peut vous intéresser de savoir comment vous pouvez provoquer le changement, informez-vous! Les solutions sont à portée de la main.

Nouvelles du Sud

Le nouveau Cabinet est raciste et machiste: Dominga Vásquez

Par Alfonso Guárquez, correspondant

Sololá, 11 janvier (Cerigua)- Selon Dominga Vásquez, du conseil d'administration de l'AGAAI (l'Association Guatémaltèque des Maires et Autorités Autochtones), le nouveau cabinet du Président Álvaro Colom est raciste et machiste, comme l'a démontré son discours démagogique.

Vásquez se souvient que le nouvel élu avait promis pendant sa campagne électorale que s'il gagnait les élections, il afficherait un "visage Maya" afin de remercier le peuple autochtone qui, majoritairement, lui avait donné son vote.

Au sein du nouveau Cabinet, le fait qu'une seule femme occupe un poste de ministre, que trois autres occupent des postes d'assistante, de secrétaire et de directrice et qu'un seul autochtone occupe une fonction, reflète bien le niveau d'exclusion sociale qui se vit à l'échelle du pays. En fait, comme le souligne Vásquez, la majorité de la population est autochtone et les femmes représentent plus de 50% de la population.

Au sein d'administrations précédentes, plus de femmes et d'autochtones étaient représentés. Il semble toutefois que ce ne sera pas le cas avec l'administration de l'Unidad Nacional de la Esperanza (UNE), ce qui est déplorable, car les populations autochtones et les femmes sont uniquement instrumentalisés.

Des militaires au passé "obscur" contrôlent l'armée

Guatemala, 12 janvier (Cerigua).- À partir du 14 janvier, quand le nouveau gouvernement mené par Álvaro Colom est entré en fonction, des personnes au passé "obscur" ont repris des postes clés au sein de l'armée guatémaltèque, a révélé une enquête d'un journal local publiée ce vendredi.

L'homme derrière ce retour d'officiels soupçonnés par le passé, serait le Général à la retraite Francisco Ortega Me-

naldo, relié à la mafia et au crime organisé du pays.

Grâce à l'appui d'Ortega, Marco Tulio García Franco a été nommé Ministre de la Défense. Ce dernier fut un officiel de l'*intelligentsia* et un membre important du G-2 durant le gouvernement de Jorge Serrano Elías. L'enquête signale également qu'il a aussi occupé la fonction de directeur de cette organisation durant l'époque d'Alfonso Portillo.

Ortega a également joué un rôle dans la nomination d'autres militaires à des postes clés au Ministère de la Défense. Selon le rapport du journal, tout prouve que l'administration d'Álvaro Colom sera la sixième à avoir un lien avec le crime organisé.

Les épurations au sein de la PNC marquent le début du plan de sécurité

Guatemala, 16 janvier (Cerigua).- Avec le renvoi de 269 membres de la Police Nationale Civile (PNC) ayant commis des actes de délit, a débuté une ère nouvelle dans l'administration de la sécurité publique et dans le Plan des 100 jours. Ce programme a été instauré afin de combattre la délinquance, et ce, principalement à Guatemala Ciudad, la capitale.

Le Ministre de l'Intérieur, Vinicio Gómez, a annoncé les départs massifs au sein de l'institution, qui selon les analystes, est la continuation du processus d'épuration à la PNC entamé par l'ex-responsable de cette fonction, Adela de Torrebiarte.

Le plan de sécurité débutera dans la capitale, où les indices accumulés de délinquance dépassent les 50%. Les forces de sécurité, appuyées par l'armée, se détacheront dans les zones considérées comme étant "rouges" dans la capitale afin de piéger les leaders du crime organisé, a dit le Ministre de l'Intérieur.

Toujours selon Gómez, le Plan des 100 jours annoncé par le Président Álvaro Colom sera implanté ultérieurement dans les autres départements du pays, l'effort se fera avec intelligence et non avec d'autres moyens comme l'état de prévention ou d'exception.

Un juge espagnol demande la collaboration internationale contre les personnes impliquées dans le génocide guatémaltèque

Le juge espagnol Santiago Pedraz a demandé aux citoyens de tous les pays du monde ayant été témoins du génocide contre le peuple maya du Guatemala, de le dénoncer auprès de leurs tribunaux respectifs afin d'être référés à l'Audience nationale d'Espagne, qui mène une enquête sur les événements.

Pedraz a pris cette décision après que la Cour constitutionnelle du Guatemala a annulé un processus judiciaire contre cinq généraux et deux civils accusés de génocide, argumentant que l'Espagne ne possédait pas la juridiction pour les juger.

Pedraz a rappelé avoir sollicité la collaboration du Guatemala sur le plan judiciaire à plusieurs reprises. Le fait qu'il ne l'ait pas reçue démontre clairement, selon lui, une attitude dilatoire de la part de l'État guatémaltèque, non seulement en ce qui a trait au retard accusé dans le traitement des demandes, mais également aux multiples recours judiciaires présentés par les accusés.

Il ajoute que la décision de la Cour constitutionnelle démontre que l'État guatémaltèque « accepte et assume la violation de ses obligations internationales et de sa propre loi nationale. » Elle constitue de plus une violation du Traité d'extradition signé entre l'Espagne et le Guatemala.

Colom invite les entrepreneurs d'Amérique latine à investir dans le pays

« Bienvenus dans ce pays de grandes possibilités... dans les secteurs du tourisme... de l'industrie agricole... et de la production d'hydroélectricité ». C'est avec ces paroles que le président Álvaro Colom a reçu, vendredi le 18 janvier dernier, un groupe formé des cinquante entrepreneurs les plus importants d'Amérique latine.

Colom a manifesté à l'élite du milieu des affaires « son engagement auprès de l'initiative privée et l'intégration centraméricaine », et a affirmé que ce n'est qu'en formant une alliance avec le secteur privé qu'il sera possible de réduire la pauvreté.

Le chef d'État a exprimé son intérêt à ce que Carlos Enrique Matta Castillo, président de Cabcorp (producteur de Pepsi) et de la section guatémaltèque du Conseil des en-

trepreneurs d'Amérique latine (CEAL), l'appuie dans un projet de compétitivité.

Il a également promis à Fernando Paiz, vice-président de Wal Mart Amérique centrale, d'« entrer » dans le monde maya pour développer le tourisme.

Colom a également signalé que la multinationale coréenne Hyundai serait intéressée à construire une usine d'assemblage dans le pays.

Colom dénonce l'existence d'une importante dette héritée du gouvernement antérieur

Selon le président Alvaro Colom, l'information transmise par l'administration d'Oscar Berger au cours de la transition gouvernementale manque de fiabilité. Colom affirme avoir hérité d'une dette millionnaire du gouvernement antérieur. Il ajoute qu'uniquement au sein du Ministère des Communications, de l'Infrastructure et du Logement, il existe une dette flottante de plus de 2000 millions de quetzales.

Selon le chef d'État, l'information ayant été présentée lors des réunions de transition suggérait que l'endettement de ce ministère ne dépasserait pas les 300 millions de quetzales. Le montant de la dette flottante est si important qu'il pourrait modifier les indicateurs macroéconomiques de l'année dernière.

L'unité d'entretien routier compte parmi les secteurs les plus endettés au sein de ce ministère et la facture des travaux de l'aéroport international La Aurora figure parmi les plus élevées.

Le député Taracena dénonce l'existence de postes fantôme au sein du Congrès

Le député Mario Taracena, de l'Union Nationale de l'Espérance (UNE), a dénoncé le 21 janvier dernier l'existence de postes « fantôme » au sein du Législatif, ajoutant que plus de personnel que nécessaire avait été embauché, lequel en grande majorité ne s'est jamais présenté pour travailler. « J'ai appris récemment que tout au cours de l'année dernière, j'ai eu une secrétaire que je n'ai jamais connue ! » s'est exclamé Taracena, qui a assuré que d'autres membres de son parti avaient également relevé cette anomalie.

Le Ministère de l'Intérieur prévoit la création de 144 appareils de sécurité ou réseaux d'informatiqueurs

Dans le cadre de sa lutte contre le crime et dans le but de s'attaquer à des indices de violence extrêmement élevés,

Le Ministère de l'Intérieur est en voie de constituer 144 appareils de sécurité ou réseaux d'informateurs à travers le pays, dont la principale mission sera de fournir aux autorités des données sur les activités criminelles se déroulant dans les différentes divisions territoriales et administratives du pays.

Ana Maria de Klein et Iduvina Hernandez, respectivement membre de Madres Angustiadas (Mères angoissées) et directrice de l'association Seguridad en Democracia (SEDEM – Sécurité en démocratie), s'entendent pour affirmer que ces appareils de sécurité ne peuvent être contrôlés et qu'il est impossible d'assurer que ces groupes se limiteront à la transmission d'information sans commettre d'actes illégaux, tels que la formation de patrouilles à des fins de nettoyage social.

Nouvelles du Nord

Des fins...et des débuts de tournées

La tournée de notre pièce *Un hiver rouge au Guatemala* s'est terminée sur une note triomphale le 31 janvier dernier à la Maison de la culture du Plateau-Mont-Royal.

Environ 115 personnes ont assisté à la représentation et les collaborateurs de la pièce, qui étaient tous présents pour la dernière, ont été fort applaudis. Le PAQG remercie toutes les personnes qui ont travaillé à la conception, l'élaboration, ainsi qu'à la diffusion de la pièce et leur adresse toutes ses félicitations !

La tournée du film *En toute solidarité, l'accompagnement international au Guatemala* du réalisateur Nicolas Bergeron, a débuté en janvier avec une présentation à Longueuil, à Trois-Rivières et à Québec et s'est poursuivie en février par une « visite » à Thetford Mines, à Gatineau ou encore à Sherbrooke : jusqu'à maintenant, plus d'une centaine de personnes ont déjà assisté à l'événement qui consiste en la projection du film et une discussion avec le public. Le film retrace notamment l'histoire du Guatemala et présente ce qu'est le quotidien d'un accompagnateur international ainsi que l'enjeu et les défis de ce travail solidaire qui reste, aujourd'hui encore, une nécessité. La tournée se termine à la fin de ce mois, mais peut-être le film sera-t-il présenté près de chez vous ! N'hésitez pas à communiquer avec nous pour toute question sur la tournée.

En mars débutera également une série de conférences basées sur la lutte pour la justice au Guatemala, que nous organisons avec la présence de deux défenseurs des droits humains guatémaltèques du Mouvement paysan pour la justice Nueva Linda.

Le PAQG répond à la demande d'accompagnement international formulée par les témoins et survivants des massacres commis par les forces armées au cours des 36 ans du conflit armé au Guatemala et par les défenseurs de droits humains menacés à cause du travail qu'ils effectuent. La présence d'un accompagnateur international agit comme élément dissuasif afin de diminuer les risques d'exactions qui pourraient être commises contre les témoins et défenseurs de droits humains. La présence des accompagnateurs assure aussi un appui moral, permettant aux personnes accompagnées de poursuivre leur travail en faveur de la justice et contre l'impunité au Guatemala.

Au Québec, le PAQG assure un travail d'éducation et de sensibilisation de la population québécoise concernant la situation des droits de la personne au Guatemala. Des comités de bénévoles participent à l'organisation de plusieurs activités, telles que : expositions de photos et peintures, projections de documentaires, conférences, témoignages, présentation théâtrale, tables d'information, etc.

Le PAQG est en recrutement permanent d'accompagnateurs internationaux et de bénévoles pour ses activités au Québec: si vous désirez plus d'information sur les possibilités d'implication, n'hésitez pas à communiquer avec nous.

Pour pouvoir poursuivre la mise en œuvre de ses activités au Guatemala et au Québec, le PAQG a plus que jamais besoin de vos dons: participez vous aussi à un effort international en faveur du respect des droits humains au Guatemala et soutenez nous! Vous pouvez faire l'acquisition de produits promotionnels visibles sur le www.paqg.org ou nous adresser un chèque à Projet Accompagnement Québec-Guatemala, 660 rue Villeray, bureau 2.115, Montréal (QC) H2R 1J. Merci!

Carmen Reyes Rojas et Mariano Calel viendront livrer leur témoignage sur la situation désastreuse qu'est la leur depuis le début des événements tragiques qui les ont frappés en septembre 2003 ...et depuis qu'ils réclament justice.

La conférence consistera en une présentation du film documentaire *KM. 207, au bord de la route : le cas de Hector Reyes* par le réalisateur français Grégory Lassalle, suivie d'un échange avec nos deux invités. Carmen et Mariano seront le 12 et le 15 mars à Québec, le 13 à Rimouski, le 17 à Victoriaville, le 18 à Kingston, le 19 à Gatineau, le 20 à Val d'Or, le 25 à Chicoutimi, le 26 à St Jérôme, le 27 et le 31 à Montréal, le 28 à Trois-Rivières, le 29 à Ottawa. Ne manquez pas l'opportunité d'en connaître davantage sur la lutte contre l'impunité au Guatemala : appelez-nous pour connaître le détail des lieux et des horaires ou consultez le calendrier disponible sur www.paqg.org en page d'accueil.

Des partenariats prometteurs

Ce début d'année 2008 marque aussi un élargissement des espaces d'échange et de collaboration et le PAQG s'en réjouit : OCI et syndicats, de nouveaux partenariats prennent vie.

Le film *En toute solidarité* évoquant entre autre la lutte d'un syndicaliste guatémaltèque, il nous a paru tout indiqué de proposer aux centrales syndicales et à leurs différents comités et collectifs, l'extrait en question. L'activité proposée le 14 février à la CSN notamment, a capté tout l'attention de l'auditoire et a donné lieu à une discussion des plus intéressantes.

Le 28 février s'est tenue une conférence organisée conjointement avec Brigades de Paix Internationales- Canada (PBI) sur l'accompagnement international. Cette conférence a pu avoir lieu grâce au soutien organisationnel des programmes internationaux du YMCA. Ce fut l'occasion pour les deux associations de partager avec leur public des réflexions sur la situation sociopolitique au Guatemala et sur leurs mandats et activités respectifs dans le pays.

Enfin, les échanges avec Amnistie Internationale s'intensifient : c'est avec grand plaisir que le PAQG est allé à la rencontre de certains groupes dans Montréal et en région afin de présenter plus en détail son travail au Guatemala et au Québec à des militants éminemment sensibilisés à la protection des droits de la personne . Nous espérons vivement pouvoir réitérer ces expériences et approfondir encore nos liens; Carlos Reyes, coordinateur pour le Guatemala à la section canadienne francophone d'Amnistie internationale, a d'ailleurs gentiment accepté de signer notre éditorial de ce mois : probablement le début d'une belle collaboration.

Ont participé à cette revue

Coordination

Léonie Lavoie-Bel

Rédaction

Céline Bouquin, Annie Pelletier, Amélie Proulx, Nelly Marcoux, avec la participation de Carlos Reyes

Traduction

Annie Montpetit, Nelly Marcoux, Annie Pelletier

Sélection des nouvelles

Nelly Marcoux

Correction, révision

Céline Bouquin, Yannick Lacoste, Annie Lapalme, Gabrielle Michaud-Sauveageau

Mise en page

Céline Bouquin